

**Déclaration de Gilles Leproust**  
**Maire d'Allonnes, Membre du Bureau Exécutif de l'AMF**  
**16 février 2018**

**SNCF, Hôpitaux, Écoles... Stop à la casse du service public et la mise en opposition des ruraux et des urbains !**

Ce début d'année est "meurtrier" pour des services publics majeurs de notre pays.

L'hôpital est à l'agonie, résultat des logiques comptables et de regroupements imposés. Les enseignants et les parents d'élèves sont vent debout contre les fermetures de classes et enfin, cerise sur le gâteau, la mort de la SNCF est programmée sur le dos des usagers et des personnels.

À chaque fois, "la technique" gouvernementale est la même. Pour appuyer ses propositions, l'Etat s'appuie sur de réels dysfonctionnements... mais sans préciser qu'ils sont le résultat des politiques libérales de ces deux dernières décennies. Le secteur de l'énergie, La Poste ont été les poissons-pilotes de ces opérations de casse du service public.

Mais comme il y a des résistances fortes, ce gouvernement "joue" à opposer les populations rurales et urbaines, les usagers et les personnels.

C'est inacceptable et dangereux au plan démocratique car cela contribue à nourrir les populismes les plus réactionnaires.

Il y a urgence à ouvrir un grand débat national posant l'avenir des services publics comme une réponse moderne aux besoins des habitants.

Pour ma part, maire d'une ville ayant en entrée de ville un panneau "zone préservée service public", je suis déterminé à agir avec les habitants -qu'ils vivent dans un village ou dans un quartier populaire- les fonctionnaires, les organisations syndicales et tous les élus attachés au développement de leur territoire, pour à la fois s'opposer à la casse programmée et construire les services publics du XXI<sup>ème</sup> siècle.

C'est de notre République qu'il s'agit, de notre capacité collective à permettre l'exercice réel des droits fondamentaux pour toutes et tous les citoyens, quels que soient leur lieu de résidence et leur situation sociale.